



Commune

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît le

Mardi

Jeudi

Samedi

Mussolini approuve chaleureusement Staline

Dans le « Popolo d'Italia », un article de Mussolini est consacré au procès de Moscou. Il prétend que Staline aurait compris que le communisme ne valait rien, serait devenu fasciste et veut punir les chefs communistes qui ne comprennent pas cela. Mussolini s'élève contre les procédés de justice stalinienne... en y opposant les siens, le traitement à l'huile de ricin. Mais, en fin de compte, il remercie Staline du service qu'il rend au fascisme :

« L'ironie facile du système purgatif, il ne peut pas la comprendre. Il se sert du système qui avait cours dans les steppes de Genghis-Khan, en mettant l'Europe devant la férocité de ses tribunaux, en nous montrant le vrai visage désormais interchangeable de la Russie bolcheviste, Staline rend un notable service au fascisme en fauchant « à large brassée » ses ennemis déclarés maintenant qu'ils sont impuissants. »

Encore une fois, tous les crimes imputés à Trotsky par Staline sont les crimes de Staline lui-même : le complice du fascisme, c'est Staline !

Boukharine « capitule, » mais refuse les « aveux » voulus par le Guépéou

Les amalgames du procès détruits

« L'Humanité » embarrassée se tait

TOUT « l'art » des procès de Moscou consiste à amalgamer des faits politiques vrais avec des infamies inventées ou combinées par le Guépéou et de donner à cet amalgame un caractère authentique par les « aveux » des accusés. Le cas le plus typique est celui de la discussion qui eut lieu, il y a vingt ans, dans le Parti bolchevik sur la question : Faut-il, ou non, signer le traité de Brest-Litovsk ? Cette discussion est entrée dans l'histoire.

Lénine, partisan de signer, car on ne peut mener la guerre, est, au début, en minorité, au C.C.; Boukharine veut commencer la

guerre révolutionnaire; Trotsky propose la solution : ni paix ni guerre pour montrer que l'Etat soviétique, dans l'incapacité de résister, n'accepte pas les conditions de l'impérialisme allemand. Les relations à l'époque entre Boukharine, Piatakov et les socialistes révolutionnaires de gauche sont connues; la boutade de Boukharine concernant l'arrestation de Lénine est très connue, on la retrouve dans « le Cours nouveau » écrit par Trotsky en 1923. Au bout de quelques jours, Trotsky et quelques camarades du C.C. rejoignent la position de Lénine qui obtient cette fois la majorité au Comité Central.

Toute cette histoire, Staline veut la transformer en une machination d'agents des services d'espionnage allemand ou autres contre Lénine et surtout Trotsky.

Mais, malgré tout, pour la première fois, les « aveux » ne sont pas ceux que Staline-Jejov-Vichinsky voulaient. Malgré tout, Boukharine n'a pas voulu faire autre chose qu'une capitulation plus plate encore que toutes celles qu'il a faites jusqu'à ce jour, mais il n'a pas « avoué » qu'il était un espion, un terroriste, etc... Il semble même s'être défendu à ce sujet avec une certaine énergie. Et « l'Humanité » du lundi 8 mars brode sur diverses choses, mais ne rapporte pas un mot sur l'interrogatoire de Boukharine, tant elle est embarrassée.

Même si, deux jours après, Boukharine, comme Krestinsky, devait revenir sur ses déclarations et « avouer », cette résistance démolit tout l'échafaudage du Guépéou. Contre l'accumulation de mensonges, il faut susciter l'action des travailleurs. Il faut arrêter la marche en avant de la contre-révolution en Union soviétique, il faut sauver non seulement quelques vieux militants démoralisés, il faut sauver des milliers de travailleurs révolutionnaires, des jeunes que le Guépéou emprisonne sans jugement et exécute. C'est ça, la vraie, la seule défense de l'U.R.S.S. !

(Suite page 4.)

UN DÉMENTI

Notre camarade Jeanne Martin, compagne de Léon Sedoff, nous demande de démentir formellement les affirmations faites au procès de Moscou concernant des sommes remises à celui-ci. Léon Sedoff disposait de si peu d'argent qu'à sa mort nombre de frais n'ont été assumés que grâce à des souscriptions de camarades.

glissade du front populaire au fascisme.

A l'avant-garde révolutionnaire de se regrouper, de lutter avec le Parti Communiste Internationaliste pour faire naître et faire triompher les Soviets.

Statut du travail, Caisse autonome de la défense nationale et libération de Pozzo di Borgo...

TOUT SE TIENT



Tout se tient, écrit un jour Marceau Pivert, avant de devenir secrétaire de la Fédération de la Seine et de donner des instructions énergiques pour une élection sénatoriale.

Tout se tient; cette semaine, trois faits, dans des domaines différents, constituent trois moments de la même force qui fait du front populaire le fourrier du fascisme :

1°) Vote du premier titre du statut du travail. Le P.S., le P.C. et la C.G.T. votent la confiance à Chautemps et capitulent devant le Sénat.

2°) Vote unanime de la « Caisse autonome de la défense nationale ». Joli coup pour le capital : cette caisse sera gérée par Daladier qui, officiellement, dirige trois ministères, pratiquement a un droit de regard sur tous et ainsi n'aura même plus à subir le contrôle du ministère des Finances.

De plus, cette « caisse autonome » pour trouver les fonds nécessaires, donnera des avantages aux prêteurs (dispenses d'impôts, garantie de change...). Et le parti communiste prétendra encore qu'il est partisan de « faire payer les riches » !

3°) Libération de Pozzo di Borgo et des cagoullards.

Les protestations de « l'Humanité », du « Populaire », c'est de la poudre aux yeux. Sans même parler de démonstrations ouvrières (grèves, manifestations), pourquoi, sur le plan parlementaire, n'y a-t-il aucune interpellation socialiste ou communiste sur la libération de Pozzo di Borgo ? Pourquoi ne provoquent-ils pas, sur ce point, un vote où ils refuseraient la confiance à ceux qui rendent la liberté aux assassins du C.S.A.R. ?

Tout se tient; le P.S., le P.C. et la C.G.T., liés à la bourgeoisie devront tout avaler. On ne fait pas la révolution pour vingt francs par mois, ont dit les dirigeants syndicaux aux fonctionnaires. Alors, plus de grèves dans les métaux, ni dans les chantiers, car c'est favoriser la révolution et c'est miner la « défense nationale » qui, aujourd'hui, prime tout, absorbe tout.

Il est encore temps pour les travailleurs de ne plus constituer le troupeau que les bouchers mènent à l'abattoir. Le centre de résistance doit être l'entreprise; la création de Conseils d'entreprises ou SOVIETS pour préparer la lutte, pour préparer la grève générale, tel est le moyen décisif pour arrêter la

Du discours de Hozda au voyage de Beck

HOZDA, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, vient de prononcer un grand discours. Cet exposé, mûrement étudié, fut, sans aucun doute, élaboré à la suite d'échanges de vues avec Paris. Ce fut une réponse aux revendications d'Hitler sur les minorités allemandes en Tchécoslovaquie (sudètes). Les termes de ce discours sont énergiques : « la Tchécoslovaquie défendra son indépendance par tous les moyens », tel est le thème central, et là-dessus les journaux tchèques d'écrire : « la Tchécoslovaquie saura vaincre ou mourir », etc... Le discours d'Hozda n'est, en somme, qu'un élément du bazar diplomatique de l'impérialisme français, pour organiser la résistance à la poussée germanique en Europe Centrale.

Mais les paroles ne changeront rien aux faits : le choc est inévitable.

Cette campagne pour l'indépendance tchèque ne fait que préparer la mobilisation pour la défense des intérêts des oppresseurs actuels du prolétariat tchèque (sudètes inclus) : le capital financier anglo-français contre les visées impérialistes des magnats allemands. Il est certain qu'ici encore, comme en Autriche, la II^e et la III^e Internationales feront l'impossible pour « embarquer » le prolétariat à la remorque des banques françaises. Quoi qu'il en soit, Hitler semble rencontrer des résistances plus fortes qu'il n'avait prévues, tandis que Mussolini prend une attitude plutôt équivoque.

Il est certain qu'Hitler voit sans plaisir Beck se rendre en Italie ; il sera certainement, là-bas, question de l'Europe centrale et des moyens amicaux de retenir Hitler dans son offensive, ou d'obtenir de lui des gages précis (la Pologne louche toujours en direction de l'Ukraine, et Mussolini en direction des pétroles roumains et de la Hongrie). La grande idée chère à Chamberlain, Mussolini, Hitler, Beck et Flandin, qui pourrait mettre provisoirement tout le monde d'accord, serait la réalisation d'un pacte à quatre ou à cinq (Angleterre, Allemagne, Italie, France, et Pologne) qui aurait « l'avantage » d'isoler l'U.R.S.S. et de rendre plus que jamais docile aux vues de Londres l'impérialisme français. Après quoi, pensent Hitler et Mussolini, la route serait déblayée pour de nouvelles victoires de Pax « Berlin-Rome » !

Tout cela ne sera pas facile à mettre sur pied, quoique Staline, par sa politique en U.R.S.S. fasse tout ce qu'il faut pour en favoriser la réussite.

Nous reviendrons sur cette question dans notre prochain numéro.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 18 à 20 heures.
36, rue du Château-d'Eau, 36

AGRESSION FASCISTE A SAINT-DENIS

Vendredi dernier, notre camarade Trocello a été attaqué dans une rue de Saint-Denis par deux hommes du P.P.F. L'un d'eux, nommé Jean Cadore, demeurant 12, rue de la République, lui fendit l'arcade sourcillière au moyen d'un poing américain. Notre camarade risque de perdre son œil en suite de cette agression que l'homme de main de Doriot accompagna de la phrase suivante : « V'là pour ta gueule, sale communiste ».

La complicité du commissariat de Saint-Denis à l'égard des fascistes, notre camarade a pu la constater lorsque, ayant demandé à déposer une plainte, on lui répondit qu'il ne pouvait y avoir de plainte s'il n'y avait pas incapacité de travail de 15 jours, ce qui est faux ; et où on ajouta, de façon provocante : à votre place, j'aurais répondu. Des conseils de ce genre, ce n'est pas d'un commissaire quelconque que nous en demandons.

Cette agression ne constitue pas un fait isolé dans Saint-Denis. L'homme de Doriot, agresseur du camarade Trocello, est coutumier de ces opérations ; il se livre, chaque semaine, à plusieurs d'entre elles, et toucherait à chaque fois une prime de 50 francs.

Ce régime, à Saint-Denis, peut s'établir d'autant plus aisément que les chefs socialistes et communistes, les Dufour et les Grenier, prêchent le calme, le calme et toujours le calme. Et cela, encore après que, jeudi dernier, à propos du meeting fait par Doriot, quatre ouvriers aient été envoyés à l'hôpital par les fascistes.

Le calme jusqu'à quand ?

Coups de burin

TOUT en chantant l'hymne à la production, c'est-à-dire en invitant les ouvriers à trimer davantage de bon gré pour ne pas être contraints à le faire par la force, les bourgeois ont estimé nécessaire de se donner quelques dispositions « légales » pour ligotter les travailleurs. C'est ainsi que la première loi du « Statut du travail » vient de passer.

Les communistes (ou prétendus tels) de la Chambre prétendent avoir fait tout leur devoir pour la défense des travailleurs. Mais ce que valait leur résistance, Chautemps le savait bien qui, le 3 mars, leur dit :

« Il faut savoir terminer une navette ». Thorez, ainsi rappelé à l'ordre, ces messieurs s'exécutèrent.

Ce statut était dit « moderne ». Pour calmer les résistances du Sénat, Chautemps s'était, au début, placé sous le patronage de Waldeck-Rousseau et de Millerand... C'était déjà un « moderne » assez détraîchi. Mais c'était encore trop. Et, le 4 mars, il trouva mieux :

« Que sera la loi nouvelle?... En tous cas, ne vous effrayez pas trop des innovations qu'elle contient. Un décret de Philippe-le-Bel, en date de 1278, contenait déjà toute la législation actuelle. »

En y réfléchissant un peu, Chautemps n'a pas si tort que cela : qu'il s'agisse du règne des Pharaons, de la reine Cunégonde, des rois fainéants ou des Ford, Bedeau et autres, le « moderne » a consisté dans l'exploitation des travailleurs. Le vrai statut moderne, il sera lorsque les prolétaires exproprièrent ceux qui vivent de leur travail.

UNE nouvelle conférence du Bureau de Londres vient de se terminer à Paris. Quel a été le but de cette conférence et qu'a-t-elle décidé ?...

Nous nous limiterons ici à faire quelques brèves remarques, attendant les documents qui seront publiés pour revenir sur ce sujet. Ce que l'on peut dire pour le moment est que cette conférence a réuni toutes les fractions les plus désespérées et contradictoires qui sortent de la dégénérescence de la II^e, la III^e Internationales et du mouvement ouvrier en général ; ceci ne diminue pas l'importance de la participation, à cette conférence, de partis et de groupes qui luttent sincèrement pour la régénérescence du mouvement ouvrier et pour la construction d'une Internationale révolutionnaire...

Sur le problème : doit-on construire ou non une nouvelle Internationale ? la conférence de Paris ne pouvait pas donner plus que les autres conférences de ce genre. Du reste « la conférence ne pouvait prendre aucune décision, puisque ce seront les événements mondiaux et une révolution victorieuse (la révolution espagnole dirigée par le P.O.U.M.) qui décideront la construction d'une nouvelle Internationale »...

Pour mettre tout le monde d'accord, il ne pouvait manquer à cette conférence une discussion « théorique-politique » sur le problème de l'unité organique entre la II^e, la III^e Internationale et les

LE COIN

LES STALINIENS TENTENT DE FAIRE LA SCISSION PARMI LES TECHNICIENS SYNDIQUES

Depuis juin 1936, « la Commune » a relaté, à maintes reprises, les assauts menés par les staliniens pour démolir la Fédération des Techniciens dont les dirigeants n'acceptaient pas de les suivre au doigt et à l'œil.

Nous avons montré comment les staliniens s'appuyaient sur les éléments les plus réactionnaires (les Amicalistes) dans l'aviation pour torpiller les pourparlers de la convention des techniciens de l'aviation.

Pourquoi cet acharnement alors que dans d'autres Fédérations, ils savaient cacher leurs ambitions totalitaires, au moins aussi longtemps que des circonstances favorables pour eux ne se présentaient pas ? La raison en est bien simple : la collaboration dans les usines entre la section syndicale des ouvriers et celle des techniciens permettait aux militants des techniciens d'exercer sur les ouvriers une influence dangereuse pour le stalinisme : ils n'étaient pas toujours d'accord avec les bonzes de la rue d'Angoulême, ils étaient souvent plus à gauche qu'eux, ils risquaient d'aider les ouvriers à réfléchir contre la bureaucratie syndicale qui exerce le plus clair de son temps à empêcher les ouvriers de bouger.

C'est évidemment sur les techniciens de la métallurgie parisienne que l'effort stalinien a été le plus poussé. Nous avons indiqué la semaine dernière que les staliniens avaient subi un lourd échec dans ce syndicat.

Mais les champions du : unir, unir, unir ! et de la défense des classes moyennes n'ont pas digéré leur échec. Si on ne veut pas « s'unir » à eux et si on ne veut pas défendre les classes moyennes à leur façon, alors ils n'hésitent pas à provoquer — ou à tenter de provoquer — la scission dans les rangs de la Fédération des Techniciens. Avec l'appui de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne et de la Fédération des Métaux qui peut se permettre de payer quelques permanents de plus avec l'argent des ouvriers, on tente de monter un nouveau Syndicat des Techniciens de la Métallurgie parisienne.

Cette tentative scissionniste ne doit pas être combattue seulement par les techniciens. Tous les métallurgistes et tous les syndiqués révolutionnaires doivent s'opposer à une telle opération qui, à elle seule, suffirait à justifier l'exclusion de la C.G.T. des hommes qui la pratiquent.

A NOS LECTEURS

Notre prochain numéro sera entièrement consacré aux procès de Moscou. Tous les camarades feront un important effort pour sa diffusion.

Demandez-nous en même temps notre affiche pour faire connaître la campagne de « la Commune » contre les assassinats contre-révolutionnaires de Staline.



Le Bureau de Londres
L'indispensable
contre

partis « indépendants ». Pour les pivertistes, les brandlériens, les sapistes, etc., l'unité des deux Internationales avec les partis « indépendants » ne peut que faciliter la construction de la nouvelle et unique internationale « révolutionnaire »...

A ce propos, il n'y a pas très longtemps, dans un document envoyé au Comité réformiste stalinien, pour l'unité des partis « marxistes » en Espagne, le P.O.U.M. demandait de participer aux travaux de ce Comité, pour réaliser la « véritable » unité marxiste...

De ce point de vue, le Bureau de Londres s'est renforcé... non seulement par l'adhésion de quelques autres groupements, comme les Archio-marxistes, Sneeveliet et les brandlériens, etc..., MAIS IL S'EST RENFORCE POLITIQUEMENT COMME OBSTACLE AU REGROUPEMENT DES FORCES REVOLUTIONNAIRES QUI SE RECLAMENT DE LA IV^e INTERNATIONALE.

Il ne faut pas oublier que, pendant les premiers mois de la révolution espagnole, le C.E. du P.O.U.M. avait pris position 3-1/2 contre le Bureau de Londres, pour éviter une scission dans le parti...

Une conférence mondiale qui devait avoir lieu à Barcelone fut décidée, puis renvoyée à plus tard, en attendant de présenter des thèses, documents, etc... sur tous les problèmes... On disait qu'à cette conférence de Barcelone, dirigée sous la responsa-

LA REPRESSION MILITAIRE DANS L'EST

Si vous avez des galons et surtout des étoiles sur la manche, vous pourrez organiser un coup d'Etat fasciste, sans aucune difficulté. Ainsi le général Duseigneur se prélassait tranquillement.

Mais gare au trouffion de deuxième classe qui se rappellerait qu'il est un prolétaire et qui le rappellerait aux autres soldats. La répression le guette à tous les coins. Les autorités militaires sont particulièrement excitées par la propagande antimilitariste faite par le P.C.I., notamment dans les régiments de l'Est, ceux qui sont sur la frontière, parmi ces jeunes ouvriers et paysans menacés d'être réduits en bouillie par les armements modernes, pour conserver des débouchés au capitalisme français.

La répression s'exerce fureusement, aveuglément, n'interrompant pas notre travail fait avec autant de prudence que de méthode. Cette répression vient de frapper quelques jeunes soldats de Strasbourg qui seraient déferés en Conseil de guerre. Nous alertons les travailleurs de Strasbourg.

Constituez un Comité de défense des jeunes soldats emprisonnés.

Prenez liaison avec « la Commune ». Défendons sans relâche ceux des nôtres qui, courageusement, brandissent encore le drapeau rouge de l'antimilitarisme révolutionnaire.

SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES DE L'ALIMENTATION

Mardi soir, grand meeting au Vel' d'Hiv' avec Jouhaux, où le prolétariat parisien est appelé à manifester sa solidarité envers les travailleurs de l'alimentation. Ceux-ci sont assurés d'avance de celle-là. Mais combien de travailleurs penseront, à juste titre, en allant ou en revenant du Vel' d'Hiv' : un meeting de plus, mais les actes ? Les dirigeants de la C.G.T. ont laissé les grévistes isolés au moment du Nouvel An quand se déclenchait le conflit. Ils ont incité les ouvriers à abandonner les entreprises qu'ils occupaient. Ils ont laissé sans réponse immédiate et brutale des assauts comme celui des « Primistères Parisiens » par une bande fasciste armée dirigée par le député Tixier-Vignancourt, ils ont permis au patronat de se réorganiser et, dans certains cas, comme chez Potin, de faire régner un régime de terreur, dans un arrondissement comme le 19^e, où il pourrait y avoir des milliers de manifestants le soir, à la sortie des boîtes. Et, maintenant, ils font un « grand » meeting où l'on versera des paroles sucrées aux copains qui ont fait plus de deux mois de grève.

Pour mener une lutte efficace contre un patronat aussi féroce réactionnaire que celui de l'Alimentation, il faut que les révolutionnaires de cette industrie prennent contact entre eux, se lient pour établir un plan de combat, pour expliquer à leurs camarades de corporation les responsables du mouvement, pour ranimer leur confiance en leur montrant comment il faut lutter pour vaincre.

de Londres
sable lutte
contre le centrisme



abilité du P.O.U.M., ON EN FINIRAIT AVEC LE BUREAU DE LONDRES.

Le P.O.U.M. abandonne ses positions et capitule devant le Bureau de Londres... Quelle Internationale voulait construire le P.O.U.M. avec la conférence de Barcelone? Quelle Internationale la conférence du Bureau de Londres à Paris voulait-elle constituer?... Ni le P.O.U.M., ni le Bureau de Londres, ni ceux qui ont abandonné les rangs B.-L. n'ont jamais donné une définition, une idée de programme de cette Internationale. Le fait qui demeure est que le Bureau de Londres continue, à travers ces conférences, de « tutti quanti » brandir des drapeaux, sapistes, pivertistes, etc... son œuvre d'obstacle à la marche en avant des travailleurs.

Sneevliet, « IV^e Internationaliste », ne s'est-il pas prêt à ce jeu, en adhérant à cette conférence?

Quelles sont les décisions de la conférence sur les problèmes de l'U.R.S.S., de la guerre impérialiste, démocratie et fascisme, front populaire, antifascisme, etc?... Sur le problème de la guerre et de l'U.R.S.S., la conférence n'a rien décidé, et continue la même confusion d'hier de la politique du Bureau de Londres. Sur les autres problèmes, l'incertitude et la confusion sont énormes.

Le manque d'un ordre du jour sur des questions précises à discuter, sur les tâches de la conférence, le manque de positions claires et fermes, et d'une

69^e R.I.F. A LEYWILLER

Le pays où nous sommes compte 250 habitants et est à 18 kilomètres d'une ville. Aucun touriste n'y vient, on nous ignore. La cour de la caserne est un marécage. Dernièrement, lors des chutes de neige, il nous a fallu y patauger, ce qui a eu pour résultat d'enrhumer pas mal de copains. On attrape la crève, on se fait porter malade, on n'est pas reconnu, alors on continue de tousser. On nous a distribué du charbon en quantité tout à fait anormale ; nous avons su pourquoi, il venait M. Lévy, inspecteur de l'Hygiène nationale et il fallait faire du feu sous peine de punition ! C'est le coup classique de l'inspecteur qui vient « incognito » en prévenant huit jours à l'avance.

Un sous-off du contingent a été trouvé un soir à moitié asphyxié dans sa chambre (il avait du charbon), le major est venu le voir et lui a fait une piqûre puis s'en est allé dormir. Le lendemain une ambulance est venue le chercher pour l'emmener à l'hôpital de Metz ou Nancy, malheureusement, le malade était mort, au grand désappointement du médecin-major à la carrière duquel cela peut nuire, et c'est là l'ennui !

Je vais passer au chapitre nourriture. Je trouve que les chefs de corps devraient former le critérium de la charogne, il y aurait de sérieuses rivalités et le 69^e aurait bien des chances de gagner. Nous nous rendons malheureusement compte que l'on se fout de notre gueule sous tous les rapports, mais je crois qu'à la prochaine dernière, ce sera un peu à nous de nous payer la leur, comme on dit dans notre patois, c'est du bouillon pour les morts. Les copains qui ne se laissent pas trop aller au désespoir ou à la boisson, s'efforcent de sortir les autres de leur crasse, c'est une chose tellement nécessaire, et c'est une satisfaction car les deux ans employés de cette façon peuvent porter leurs fruits.

DES ABONNEMENTS !

DES SOUSCRIPTIONS !

CONTRE LE PROCES DE MOSCOU
Réunion publique à Puteaux,
le mercredi 9 mars, à 20 h. 30,
au Restaurant Coop,
Boulevard Richard-Wallace.

Réunion à Vitry
Mardi 8 mars, à 20 h. 30,
Salle du Café, 34, rue de la Barre.

Réunion dans le XIV^e
Salle du Café, 98, rue de l'Ouest.
Jeudi 10 mars, à 20 h. 30

Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an 30 fr.
6 mois 15 fr.
3 mois 8 fr.

Compte Chèque postal :
BRAUSCH 1773-01 Paris

Nouvelle descente fasciste à Puteaux et Suresnes

La criminelle politique du gouvernement de Front populaire qui relâche les Duseigneur et Pozzo di Borgo est un encouragement aux bandes fascistes qui poussent l'audace jusqu'à venir provoquer la classe ouvrière dans la banlieue rouge.

Renouvelant plus largement leur tentative d'intimidation d'il y a quinze jours, le P.S.F. est descendu dimanche dernier vendre son torchon à Suresnes et à Puteaux.

Les crapules à de la Rocque ont trouvé devant elles un prolétariat animé d'une farouche volonté de lutte.

Comme des lions, se sont battus les jeunes en particulier, jeunes communistes français, jeunes socialistes et nos camarades de la J.C.I. Mais notre courage ne sera pas toujours efficace lorsqu'il s'agira de nous opposer aux armes que les fascistes accumulent partout dans le pays, en vue d'un putsch, et dont la police du Front populaire ne découvre qu'une infime partie.

C'est dans le même état d'inorganisation qu'il y a quinze jours, que les travailleurs de Puteaux-Suresnes se sont trouvés face aux fascistes.

A Suresnes, le groupe de défense socialiste a été incapable de fonctionner, et pour cause : pas d'organisation méthodique, pas d'entraînement régulier, pas de système de liaison, au total : pas de volonté réelle d'opposer la classe organisée aux bandes fascistes.

A Puteaux, carence totale du Comité de Front populaire, freinage des responsables staliens, Incapacité crasse des socialistes Barthelemistes.

Encore une fois, le responsable Fréjabue s'est dérobé aux propositions d'action du P.C.I. et J.C.I. de Puteaux : « Laissons-les vendre — a-t-il répondu — ils ne placeront pas un journal et se décourageront. Je suis contre une action comme il y a quinze jours ». Les ouvriers présents en peuvent témoigner.

En tous cas, quelques staliens savaient bien l'attitude qu'ils devaient prendre devant nos camarades.

A ce sujet, les « purs » de la section stalinienne se sont concertés vraisemblablement. C'est ainsi qu'un J.C.I. qui frappait un jeune fasciste, a été agressé par un vendeur de « l'Humanité » qui lui arracha son insigne après l'avoir frappé au visage. Mais les J.C.I. présents et les travailleurs s'élevèrent violemment contre ce défenseur imprévu des mercenaires patronaux.

Un gros mécontentement règne dans la J.C. qui veut se battre, qui en a assez de cette attitude d'attente passive, des collectes et des bals. Les ouvriers révolutionnaires commencent à sentir concrètement l'ampleur de la trahison stalinienne et protestent contre les responsables du P.C.F. qu'ils accusent de les freiner dans leur lutte.

Les bolcheviks-léninistes les aidèrent à tirer la leçon de ces deux expériences. Les discussions étaient très animées dans les groupes d'ouvriers qui occupaient le boulevard Richard-Wallace jusqu'au début de l'après-midi.

Dans la lutte contre les fascistes, les chefs staliens nous accusent de « cruauté », d'être 500 contre 1, mais ils se préparent, eux, à agir contre les travailleurs révolutionnaires à 1.000 contre 1, pour étouffer la voix de la lutte de classe des fidèles défenseurs des traditions bolcheviks d'Octobre, du mot d'ordre des Soviets.

Mercredi, nous organisons un meeting à Puteaux, au Restaurant Coop. Nous demanderons de mettre un terme à cette politique criminelle de tolérance envers les fascistes, nous demanderons l'organisation d'une milice antifasciste à Puteaux pour écraser ceux qui, méticuleusement et impitoyablement se préparent à broyer la classe ouvrière comme en Allemagne, en Italie et en Espagne.

Contre le fascisme !
Milice ouvrière !

orientation de classe se fait sentir dans toutes les particularités des discussions. Si les brandlériens peuvent défendre leurs positions, même celles de justifier Staline dans le massacre du procès Zinoviev-Kamenev, le S.A.P. peut très bien justifier son adhésion au front populaire, en faisant appel à la « démocratie » du Bureau de Londres. Ce n'est pas le premier parti du Bureau de Londres qui signe un pacte du front populaire... Le P.O.U.M., le « parti de la Révolution », n'a-t-il pas signé (pour un moment)... le pacte du front populaire de 1935, et participé au pouvoir bourgeois en 1936? Le parti maximaliste italien n'a-t-il pas participé à l'« aventino », à la « concentration » au congrès des Italiens de Bruxelles, dirigé par Nenni, instrument du stalinisme, et n'a-t-il pas signé le fameux télégramme de confiance à la S.D.N. dans l'application des sanctions contre l'Italie ?...

La lutte des partisans d'une nouvelle Internationale est, non seulement une lutte contre la contre-révolution bourgeoise, fasciste ou démocratique du front populaire, contre la II^e et la III^e Internationales dégénérées, mises au service de l'impérialisme, mais aussi contre le centrisme du Bureau de Londres qui a comme tâche, aidé par tous les débris du mouvement ouvrier, d'empêcher les militants de lutter pour une véritable Internationale : la IV^e Internationale.

Au procès de Moscou

MENSONGES, INVENTIONS, CALOMNIES, FAUX

NOUS avons relevé rapidement, et non systématiquement, un certain nombre de faux, de déformations, de mensonges « avoués » au procès de Moscou.

Trotsky défie Vichinsky

D'abord, reproduisons le défi de Trotsky à Vichinsky, concernant les fonds (630.000 dollars) que Sedov aurait reçus de Rosenholz, défi adressé par l'intermédiaire de l'ambassade soviétique à New-York :

« Immédiatement avant que Rosenholz soit exécuté, ouvrez une enquête publique au sujet de ce million mythique. Je m'engage à présenter toutes les lettres, tous les documents et tous les comptes qui sont en ma possession, comme je le fis avec la commission Dewey à New-York. »

La prétendue entrevue de Méranò

Krestinsky « avoue » avoir vu Trotsky le 10 octobre 1933 à Méranò, en Italie. A cette date, Trotsky était à Bagnères-de-Bigorre. Nous reproduisons ici les dépositions qu'il fit à la « Commission d'enquête » à Mexico, le 13 avril 1937, où il donna son emploi du temps de juillet à novembre 1933, depuis St-Palais (Royan) jusqu'à Barbizon, afin de prouver la fausseté du témoignage de Romm à un procès précédent. A la page 180 du compte rendu sténographique (texte anglais) nous lisons :

Question. — De Saint-Palais, où êtes-vous allé ?

Trotsky. — Dans les Pyrénées, à Bagnères-de-Bigorre.

Q. — A quel moment ?

T. — Le 9 octobre.

Q. — Le 9 octobre 1933 ?

T. — 1933.

Q. — Vous êtes allé...

T. — A Bagnères-de-Bigorre, ma femme et moi.

Q. — Qui était avec vous ?

T. — Molinier, puis Meichler, un Français, qui conduisaient.

Q. — Et qui encore ?

T. — Ma femme, moi-même ; ma belle-fille vint aussi à Bagnères.

Q. — Votre belle-fille ?

T. — La femme de notre fils Sedov ; elle est appelée Suzanne par Olberg, c'est une erreur sur cette question dans sa déposition.

Q. — Combien de temps êtes-vous restés dans cette ville.

T. — Trois semaines.

Dans sa déposition, Trotsky signale que la police française était au courant, jour par jour, de tous ses déplacements.

Une pluie de démentis

La déposition de Rakovsky a mis en cause un tas de personnes : le député réactionnaire Nicolle, le journaliste Buré pourtant bien aux ordres de l'ambassade...

« L'Humanité » passe tout cela sous silence, « Ce Soir » également. Pour eux ne comptent que les « amis de l'U.R.S.S. » qui ont reçu Boukharine en grande pompe, il y a deux ans, à Paris, se mettant à ses pieds et qui, aujourd'hui, hurlent à la mort.

D'autres entrevues

Rosenholz prétend avoir rencontré Sedov à Saint-Poelten et à Karlsbad en 1933 et 1934. Krestinsky aurait eu une entrevue également avec Sedov en 1929, le lieu n'étant pas précisé.

En 1929, Sedov est resté continuellement avec son père, il n'a pas quitté Trotsky, dans les premières semaines, déporté à Alma-Ata, sous la surveillance du Guépéou, et ensuite expulsé en Turquie, Léon Trotsky, sa femme et Sedov furent transportés sous la surveillance du Guépéou). A aucun moment, Sedov n'a pu voir Krestinsky.

Quant aux rencontres de Saint-Poelten et à Karlsbad, elles sont aussi imaginaires. En 1933, dans les premières semaines, Sedov quitta l'Allemagne hitlérienne et se réfugia en France. Depuis, et jusqu'à sa mort, il n'a jamais voyagé hors de France.

Des trotskystes... qui n'en sont pas

Krestinsky prétend avoir donné, en 1928, de l'argent de la Reichswehr aux « chefs trotskystes », A. Rosmer et Magdeleine Marx (Paz).



VICHINSKY, hier menchevik, aujourd'hui, procureur stalinien, demain... ?

Ceux-ci ont démenti par télégramme à Vichinsky avoir rencontré Krestinsky, à Berlin ou ailleurs, en 1928, et d'avoir reçu de l'argent de lui. Encore une chose que Vichinsky se gardera de chercher à vérifier, car il savait que « l'aveu » de Krestinsky était aussi faux que tous les « aveux ».

Quant aux « chefs trotskystes », le Guépéou a eu la main malheureuse.

Rosmer, en 1923, ne militait déjà plus beaucoup. Et, après quelques mois en 1929 et 1930, au départ de « la Vérité », il n'avait plus participé activement à une organisation.

Quant à Madeleine Paz, la qualifier de « trotskyste », même en 1928, c'est une plaisanterie un peu grossière.

Dan et Vichinsky

Au procès, le menchevik Dan a été accusé d'espionnage pour le compte de l'Allemagne. En 1919, le procureur Vichinsky était du même parti que Dan. En 1919, ce procureur Vichinsky, qui accuse Trotsky, Boukharine, Rykov des pires méfaits, était avec Dan allié aux impérialismes pour écraser la Révolution d'Octobre.

L'accusation d'aujourd'hui, qui présente Dan comme un homme qui émarge à des

fonds secrets est un mensonge quant au fait proprement dit ; c'est en plus une saloperie qui permet à Dan de sauver sa face des véritables crimes contre-révolutionnaires qu'il commit il y a vingt ans.

Les empoisonnements

Jagoda, celui que Vichinsky célébra il n'y a guère longtemps comme le « glaive flamboyant de la révolution » va répondre d'empoisonnements de Gorki, de Menjinski, etc...

Nous n'en serions nullement étonnés. Le Guépéou a supprimé des victimes par empoisonnement.

Lorsque Zinoviev et Kamenev eurent rompu avec Staline et formèrent le bloc avec Trotsky en 1927, ils lui dirent que Staline avait songé à le supprimer, qu'il avait pensé au poison mais que cela ne lui offrait pas assez de garantie.

En dix ans, la technique a pu se perfectionner, en même temps que le contrôle en U.R.S.S. a complètement disparu.

Ordjonikidzé, qui fut un intime de Staline, aurait aussi été empoisonné. Aussi les crimes imputés à Jagoda peuvent être très vraisemblables. Mais, dans ce cas, une question se pose : Staline n'a-t-il pas donné les ordres ? Car Jagoda, si puissant était-il, n'était que l'homme de Staline.

Enfin, une autre question se pose. Léon Sedov, fils de Trotsky, vient de mourir à Paris dans une clinique russe, dans des conditions absolument étranges. La recherche de la vérité se heurte à des obstacles de l'appareil de l'Etat français. Mais les méthodes du Guépéou donnent à tous ceux qui en sont avertis la conviction profonde : ils ont assassiné Léon Sedov.

L'assassinat de Kirov

Jagoda aura aussi à répondre de l'assassinat de Kirov. Il aurait été au courant des intentions de Nicolaïev, l'assassin, et aurait laissé faire. C'est vrai, mais tout n'est pas dit encore avec cela.

Dans son livre « Les Crimes de Staline », Trotsky remarque qu'il y a sept procès sur l'assassinat de Kirov (celui-ci sera donc le huitième), avec des versions et des accusés différents.

L'un des procès visa les responsables du Guépéou de Léninegrad qui, avec leur chef Medved, furent condamnés le 23 janvier 1935 à des peines allant de 2 à 10 années de prison.

Medved savait, dit le tribunal, le 23 janvier 1935. Dans ce cas, Jagoda savait, et par conséquent Staline savait qu'un attentat était préparé. Pourquoi ont-ils laissé faire ?

D'après les déclarations faites par l'ancien directeur de l'Institut des Industries de guerre, Krivitzky, il y eut, lorsque Jagoda se rendit à Léninegrad, à l'époque, un attentat également contre lui ; et Medved est gracié et libre.

Que veut dire tout cela ? Kirov a été assassiné à l'instigation du Guépéou. Jagoda est responsable, mais avec lui le sont Jegov et Staline. Jagoda paie-t-il aujourd'hui pour sauver la face des autres ? Peu importe en ce qui concerne Jagoda.

Il n'y a qu'une chose qui subsiste, après qu'ait été démolie tout le fatras de l'accusation, il ne reste qu'une seule vérité implacable : le criminel, le terroriste, le provocateur, l'empoisonneur, le contre-révolutionnaire, c'est Staline. Le coupable, c'est Staline !